



Programme « Société et Avenir »

Rapport final – volet « Synthèse de recherche »¹

CONTRAT DE RECHERCHE : [TA/00/09](#)

ACRONYME DU PROJET : **INTERMOB**

TITRE : « La mobilisation politique et les nouvelles technologies de communication: une étude à divers niveaux sur la fracture numérique »

EQUIPE (avec indication de l'Institution et de l'unité de recherche) :

COORDINATEUR (si d'application) : Stefaan WALGRAVE (UA)

PROMOTEUR(S) : Marc HOOGHE (KULEUVEN), Lance W. BENNETT (University of Washington), Dietlind STOLLE (McGill University)

CHERCHEUR(S) : Jeroen VAN LAER (UA, m2p), Ruud WOUTERS (UA, m2p), Sara VISSERS (KU Leuven), Valerie-Ann MAHEO (McGill University)

DATE : 06/03/2009

La présente synthèse vise à diffuser les résultats de la recherche sur Internet. Elle est transmise par le coordinateur du réseau à l'administrateur de programme, pour approbation, en 3 langues : français, néerlandais et anglais.

¹ Voir art. 5.5.2 du contrat de base.

Liens vers les sites Internet où les travaux de l'équipe dans le cadre du projet sont mentionnés :

- <http://www.m2p.be>
- <http://www.kuleuven.be/citizenship/>

Synthèse

Le concept de participation politique se rapporte à toutes les formes de participation des citoyens, par lesquelles ils expriment leurs préférences et leurs convictions aux décideurs politiques (Verba et al. 1995). Citons quelques exemples de participation politique : se rendre aux urnes lors des élections, participer à des réunions politiques, contacter des politiciens, être membre d'un parti ou d'une association politique, participer à une démonstration ou manifestation, utiliser Internet à des fins politiques, le boycottage ou l'achat de produits pour raisons politiques et signer une pétition. Dans la littérature scientifique il existe un consensus à propos de l'importance de la participation politique comme pierre angulaire du bon fonctionnement d'une société démocratique. (Barber 1994; Putnam 1993). La participation apporte des avantages pour l'individu, et ce, tant au niveau interne qu'au niveau externe. La participation a ainsi un effet socialisant pour l'individu, de sorte que cet engagement peut être considéré comme 'une école d'apprentissage de la démocratie'. De cette façon la participation fait en sorte que certaines valeurs et attitudes politiques, comme par exemple la tolérance et le sentiment de dynamisme politique soient intériorisées. (Hooghe 2003). La participation se charge en outre de mettre plus de groupes de personnes en contact avec des politiciens afin de donner la possibilité aux citoyens de participer avec voix consultative et de manière informelle au processus décisionnel. La participation est souvent considérée comme l'arme la plus importante des groupes vulnérables de la population, parce que c'est surtout dans ce cas qu'ils peuvent faire pencher la balance à faveur du plus grand nombre. (Skocpol 2003). Cependant les gens ne participent souvent pas spontanément. Les citoyens doivent être appelés et mobilisés avant de passer véritablement à l'action. Une étude de Walgrave et Manssens (2000) a démontré auparavant que les structures de mobilisation traditionnelles comme les partis politiques perdent leur importance au profit de structures plus récentes comme le mass-média. La question sous-jacente qui surgit alors dans ce projet est la suivante : ce processus de remplacement va-t-il se poursuivre et Internet ainsi que les autres nouveaux moyens de communication vont-ils prendre de l'importance comme instrument de mobilisation ? Les conséquences démocratiques de cette tendance de remplacement sont également au centre de cette enquête.

Depuis les années '90 des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et plus particulièrement l'utilisation d'Internet, ont connu un vrai renouveau, et en moins de dix ans ces TIC se sont infiltrés quasi partout. TIC se diffuse de toute façon de manière beaucoup plus rapide que le téléphone et la télévision, au début et mi-20^e siècle. La révolution TIC a eu un énorme impact sur plusieurs domaines de la vie, y compris le domaine politique. (Norris 2001). A la fin des années '90 plusieurs auteurs prévoyaient qu' Internet aurait des implications importantes sur la participation politique et la mobilisation. La plupart des auteurs parlaient avant tout d'un scénario optimistique : l'internet apporterait plus d'interaction entre le système politique et le peuple. (Coleman 1999; Rheingold 1993). Dans la littérature plus récente on retrouve au contraire surtout des doutes à propos du potentiel démocratique de l'internet (Margolis & Resnick 2000; Ward et al. 2003). Certains auteurs font valoir que l'internet va conduire à renforcer les inégalités existantes, concernant d'une part l'accès aux moyen de communication (« digital divide ») et d'autre part les possibilités pour les grands acteurs institutionnalisés de dominer le contenu de sites web et le trafic électronique. Le débat scientifique bat son plein : la où certains croient que l'internet va mener à la mobilisation de nouvelles populations (« la thèse de la mobilisation »), d'autres affirment avec autant de certitude l'idée que l'internet va seulement renforcer les inégalités (« la thèse du renforcement ») (Bennett & Entman 2001; Norris 2001). La question qu'on se pose alors dans le projet ci-dessous est de

savoir si internet a un impact positif ou bien négatif sur le caractère démocratique de la mobilisation et de la participation dans les démocraties de l'ouest.

En outre il paraît que dans ce débat dans la plupart des cas seul un niveau d'analyse est utilisé, plus précisément celui de l'utilisateur TIC individuel. La question la plus importante est alors si certains groupes de la population sont sous- ou surreprésentés en ce qui concerne l'usage politique d'Internet. Si on se limite à ce niveau-ci, on ne considère qu'une seule partie de l'histoire complète. La fracture numérique est en effet un énorme problème. Des études démontrent que surtout les femmes, les plus âgées et les peu qualifiées sont sous-représentés à ce niveau (Norris 2001). Des études plus récentes démontrent que l'abîme se réduit, mais ne disparaît pas, surtout pas si l'intensité de l'usage se mêle à l'analyse. (Mossberger, Tolbert et al. 2003). Cependant, pour pouvoir se forger une opinion sur l'impact politique global d'internet il est important de développer un projet d'analyse plus englobant. Au niveau intermédiaire (méso) la question devient alors de savoir si les organisations aux ressources limitées disposent de plus de capacités de mobilisation dû au coût réduit de la TIC. Dans plusieurs cas l'utilisation de TIC peut en effet mener à un seuil financier plus réduit pour les organisations qui espèrent atteindre un public plus vaste. (van de Donk, Loader et al. 2004). Surtout pour les mouvements sociaux, qui en général disposent d'un caractère de réseau important. (Diani and McAdam 2003), l'utilisation de TIC paraît particulièrement attirant. Plus particulièrement toute sorte de coordination et de mobilisation internationale devrait en principe être plus simple grâce à l'utilisation de TIC (Van Aelst and Walgrave 2004; Norris, Walgrave & Van Aelst 2005). D'autre part l'introduction de TIC n'aura sans doute pas le même impact pour tous les mouvements et organisations. De plus, l'hypothèse contraire pourrait être que l'élaboration d'un site web attractif et varié demande un effort plus intense, de sorte que les organisations riches bénéficient d'un avantage compétitif. Dès lors au niveau des organisations on peut également avoir à faire à une tendance tant de renforcement que de mobilisation. Au niveau macro le potentiel démocratique d'internet pose également problème. La plupart des études parte (de manière implicite ou non) de l'idée que le moyen de communication que les citoyens utilisent pour exprimer leurs préférences n'a aucune influence sur l'effectivité définitive du comportement de participation. On pourrait cependant partir de l'hypothèse que les politiciens consacreront moins d'attention aux messages qui ne demandent pas trop d'effort de la part de l'expéditeur, comme par exemple envoyer une pétition par internet. C'est pour cela qu'il est important d'également fixer son attention à la manière dont les autorités et les instances de la fonction publique manient l'information qu'ils reçoivent des citoyens à travers la TIC.

En incorporant des perspectives micro (l'utilisateur individuel), méso (les organisations) et macro (système politique) dans l'enquête, on doit pouvoir arriver à une évaluation plus large et meilleure du potentiel démocratique d'internet. De plus dans l'étude ci-dessous le contexte Belge fût comparé à des exemples internationaux, plus particulièrement les Etats-Unies (parce que l'utilisation de moyens de TIC pour la communication politique y est particulièrement bien développée) et le Canada (bénéficiant d'une très bonne réputation en ce qui gouvernement électronique, et fonctionnant ainsi comme point de référence).

Plus particulièrement trois sous-questions de recherche sont centrales dans cette étude :

- (1) (niveau micro) : est-ce que la TIC renforce les inégalités en ce qui concerne la participation politique ?
- (2) (niveau méso) : les petites organisations ont-elles plus ou moins de chances en terme de mobilisation grâce à la TIC ?
- (3) (niveau macro) : quel impact la TIC a-t-elle sur le résultat final de la participation politique ?

La recherche se compose d'une série de 'sous-recherches' qui chacune tente de répondre à une des questions mentionnées ci-dessus : (1) une vue d'ensemble des inégalités en ce qui concerne l'usage individuel d'Internet et ses conséquences pour la participation politique (niveau micro) ; (2) une analyse de la manière dont les mouvements sociaux utilisent la TIC dans leur contact

avec d'autres organisations et structures de mobilisation (niveau méso) ; (3) une étude du rôle de l'Internet comme instrument de campagne pour les partis politiques (niveau micro) ; (4) une étude de l'efficacité de la mobilisation d'Internet par des organisations sociales et politiques (niveau micro) ; (5) une étude comparative de la manière dont les mouvements sociaux font usage de la TIC pour la mobilisation transnationale (niveau méso) ; (6) une étude ciblée sur la politique organisationnelle des initiatives du gouvernement électronique comme support pour l'intensité de communication entre le citoyen et le système politique (niveau macro).

En ce qui concerne sa méthodologie la recherche ci-dessous peut être qualifiée comme d'innovatrice dans le sens où la conceptualisation tant de la variable indépendante, à savoir l'utilisation de TIC, que de la variable dépendante, à savoir la mobilisation/participation, s'étend à différents niveaux. En combinaison avec la perspective comparative cela offre une image beaucoup plus complète du rôle que joue la TIC dans la participation et la mobilisation que la plupart d'autres études préexistantes.

Résultats de recherche

Afin de parvenir à une conclusion générale concernant l'impact de la TIC sur la participation politique il est important de faire la différence entre les effets plutôt directs sur l'engagement politique des individus d'une part, et les effets indirects de la TIC sur les possibilités et stratégies de mobilisation de groupements sociaux, d'autre part. Dès lors, dans les paragraphes qui suivent les résultats principaux des différentes parties d'études seront regroupés selon le niveau de perspective correspondant.

1. Niveau individuel

Afin de parvenir à une réponse à la question de savoir de quelle façon la TIC exerce de l'influence sur les inégalités dans la participation individuelle, les chercheurs ont distingué trois différents groupes. Tout d'abord ils ont analysé l'effet général d'Internet sur les inégalités dans la mobilisation et la participation de la population en générale. Ensuite, ils se sont concentrés sur deux groupes ciblés spécifiques, à savoir les militants politiques et les visiteurs des sites web des partis politiques lors des campagnes électorales. A cet égard, il a été vérifié pourquoi et comment ces groupes utilisent Internet.

Lors de la première partie d'étude l'accent a été mis sur l'utilisation d'Internet par le citoyen et son influence sur la participation politique. Pour cela, il a été fait appel à deux sources de données distinctes, à savoir le 'European Social Survey' (2002-2006) et le 'Belgische Jeugd Survey' (2008). Les données du 'European Social Survey' permettent de comparer l'accès à Internet et sa fréquence en Belgique avec différents autres Etats européens, et ce, dans un laps de temps de plusieurs années. L'enquête sur les jeunes belges concerne une enquête représentative organisée en 2008. Dans un deuxième temps il a été traité plus à fond la question de l'utilisation (politique) d'Internet des jeunes belges (âgés de 18 ans), et de l'impact de l'utilisation différentielle de l'Internet sur la participation. Afin de se forger une idée de l'effet potentiel de l'utilisation de l'Internet il est en effet nécessaire de se baser sur des données concernant la génération qui est le plus familiarisée et à vrai dire a grandi avec ce moyen de communication. De plus, en vue des différentes études démontrant une tendance de participation décroissante auprès des jeunes dans les démocraties occidentales, la question de leur participation politique demeure un sujet d'étude important. (Putnam 2000; Rosenstone & Hansen 1993; Skocpol 2003). Se basant sur les données concernant la population dans son ensemble, il a été conclu que bien même que l'accès à Internet a augmenté, les inégalités à cet égard se poursuivent. En l'an 2006, c'était encore toujours les hommes, hautement qualifiés et les jeunes qui utilisaient plus souvent Internet que le reste de la population belge. Cependant la constatation que 95% des jeunes belges (18 ans) se trouve sur Internet, permet de supposer que

l'inégalité concernant l'accès disparaîtra complètement dans les décennies suivantes vu que la génération d'Internet continue à avancer. Entre-temps la fraction numérique (*digital divide*) demeure un fait dont l'importance diminue. En outre, il apparaît que surfer sur Internet n'a point comme conséquence que les jeunes s'isolent et participent moins à la vie politique et social. La troisième constatation importante concerne le fait que certaines activités d'Internet, à savoir le journal web et les discussions, l'achat et la vente d'objets, le suivi de l'actualité et l'envoi de courriers électroniques (e-mails) à contenu politique, ont une influence positive sur l'implication politique des jeunes.

Le temps que les jeunes consacrent à Internet est une référence moins importante concernant la participation que les activités qu'ils effectuent pendant ce temps en ligne. Bien qu'Internet ait une nature interactive et autosélective de sorte que les jeunes n'étant pas intéressés à la politique savent facilement négliger l'information politique, il apparaît que sous le contrôle des pronostiques traditionnels les plus importants les activités en ligne que nous venons de citer ont une influence positive sur les conditions réelles de l'engagement politique. Internet constitue donc plus qu'un instrument d'information. Les possibilités interactives de ce moyen peuvent aider les jeunes à mieux développer leurs communication, relations et aptitudes sociales, ce qui en soi peut contribuer à un engagement renforcé. Le fait que les activités analysés ne sont point seulement effectués par des jeunes ayant un statut socio-économique plus élevé permet d'esquisser une vue d'ensemble plus nuancée du présumé *deepening divide*. Dès lors, les chercheurs concluent que non seulement les acteurs traditionnels mais aussi Internet constitue un potentiel important pour la mobilisation politique.

Dans une deuxième phase l'étude s'est focalisée sur l'utilisation d'Internet par les militants politiques, à savoir ceux qui même étant déconnecté participent de manière active à la vie politique (ceux-ci étant généralement des personnes hautement qualifiés et du sexe masculin). Parmi ce groupe il a été vérifié si la TIC avait un effet sur la façon et la fréquence selon laquelle l'engagement prenait forme. Ce faisant, le point focale de l'étude fût réduit au groupe des hautement actifs dans la politique afin de déterminer si la TIC parvient à renforcer et élargir l'engagement des militants. Afin d'examiner cette hypothèse il a été recouru à trois séries d'enquête de protestations. Les données ont été collectées lors de quatorze protestations concernant des problèmes distincts et ayant eu lieu dans huit pays différents. Pour chaque manifestation la même stratégie de collecte de données a été utilisée. A chaque fois deux groupes d'une moyenne de six enquêteurs ont été envoyé par deux personnes de référence afin de procurer les listes de questions en demandant aux participants de remplir ces questionnaires à la maison et de les renvoyer par enveloppe port-payée. Les résultats indiquent clairement que l'utilisation politique d'Internet a un effet solide et direct sur l'hétérogénéité des engagements politiques des militants. Cela signifie que les militants parviennent à mieux combiner leurs divers engagements grâce à Internet. Par Internet ils ont la possibilité de mieux suivre les différentes 'bonnes œuvres' et 'questions' pertinentes et ce faisant ils peuvent décider de manière sélective de participer ou non. Surtout le maintien de contacts avec des réseaux ou des organisations 'lointaines' se passe plus facilement par Internet. Les liens qui se créent de cette façon sont plutôt faibles. De ce fait, Internet a un effet incontestable sur la façon selon laquelle les militants s'engagent ou non. Le fait qu'il y a lieu de parler de liens 'faibles' ne signifie point que ces liens ne seraient pas importants. En effet la littérature dit que ce genre de liens permet la création de réseaux larges étant particulièrement important pour l'échange d'information et d'autres sources subsidiaires. Une autre conséquence est le fait que les mouvements sociaux sont sans doute plus intégrés que jadis vu que leurs membres sont parallèlement actif (de manière passive) dans d'autres mouvements. Par tous ces militants qui se chevauchent le réseau des mouvements sociaux contiguës s'intègre de plus en plus. Par conséquent, les mobilisations importantes parviennent à être nettement plus massives qu'avant : moyennant ces réseaux diffus et chevauchés le courant d'information a une portée plus large qu'auparavant. En bref, un effet important de l'utilisation de la TIC sur la participation politique a été constaté : en premier lieu la diversité des engagements parmi les militants augmente de sorte que les mouvements sociaux

s'intègrent plus, ce qui permet une mobilisation plus large. Cependant à présent nous ne savons pas si moyennant la TIC la participation totale augmente ou non. Autrement dit, nous ne savons pas si les militants ont seulement plus d'engagements distincts, ou s'ils investissent également plus de temps et d'efforts dans leur activisme. Si la diversité augmente au détriment de l'engagement total il n'est pas sur que ceci soit une bonne chose pour le niveau de participation politique dans la société. Etant donné que les militants peuvent mieux choisir de participer ou non, le centre de gravité au sein d'un mouvement social se déplace sans doute des organisations vers les individus. Si de ce fait les organisations de mouvement s'affaiblissent, ceci pourrait à long terme mener à des effets négatifs sur l'offre des possibilités de participation et la force de leur mobilisation. Revenant à l'hypothèse du renforcement face à l'hypothèse de la mobilisation, les chercheurs constatent que l'utilisation de la TIC fait plutôt augmenter l'inégalité interne parmi les militants.

La partie d'étude suivante s'est focalisée sur une autre sous-population spécifique, à savoir les visiteurs des sites web des partis politiques lors des campagnes électorales. Dès lors, il a été étudié comment les individus et les organisations politiques interagissent. La question essentielle se posait de savoir quel rôle jouait les sites web des partis politiques lors de la campagne électorale : quelles personnes sont atteintes par l'information du site ? La question primordiale était de savoir si l'information web des partis politiques atteint seulement les électeurs de partis convaincus ou si bien au contraire cette information parvient à découvrir de nouveaux groupes d'électeurs – théoriquement il s'agit donc de savoir si Internet fait en sorte qu'il y ait plus de segmentation et séparation politique ou si bien au contraire Internet permet l'intégration et des courants de communication qui dépassent les partis. Si cette dernière hypothèse s'avère correcte, cela signifierait qu'Internet fait sérieusement en sorte qu'il y ait une participation de la citoyenneté plus ouverte : grâce à Internet les gens entrent en contact avec des partis et des points de vues qu'ils n'auraient sinon peut-être jamais connu. Dès lors, en réponse aux élections communales de 2006 il a été créé une enquête web pour les visiteurs des partis parlementaires belges. Les résultats de la première partie d'étude se sont vus confirmés complètement : les utilisateurs politiques d'Internet sont (très) hautement qualifiés, surtout du sexe masculin et fortement intéressés à la politique. Une grande partie des visiteurs des partis semblait même être membre du parti, ce qui donnait une énorme surreprésentation comparée à la population adulte belge en générale. En effet, parmi ceux-ci seul 6% possèdent une carte de membre. Les résultats obtenus vont donc plutôt dans le sens de l'hypothèse du renforcement. Si l'on tient compte de la préférence de parti et l'intention de vote des électeurs, ce groupe peut clairement être divisé en deux segments. D'une part, il y a les supporters fidèles des partis. Ils sont à la recherche d'information supplémentaire et spécifique à propos de leur propre parti. D'autre part, il y a les électeurs qui sont à la recherche d'information qui se rapporte à d'autres partis que celui qui bénéficie de sa préférence, ainsi que les électeurs qui n'ont pas encore décidé pour quel parti ils vont voter. Ces deux groupes présentent des caractéristiques distinctes. Les supporters de partis apparaissent comme étant extrêmement intéressés à la politique et principalement du sexe masculin. Par contre, l'autre groupe est moins intéressé à la politique et compte plus de femmes que d'hommes. Ainsi, il apparaît que quasi 60% des visiteurs de partis appartient aux adeptes du parti, alors que 40% appartient aux chercheurs d'information 'pluralistes'. Dès lors, la conclusion est ainsi conçue : les sites web des partis constituent en effet un instrument important pour la communication intra-parti ; en témoigne la fréquence des visites par les membres et les supporters du parti. La crainte de certains s'avère inexacte : les sites web des partis sont également visités par des utilisateurs d'Internet ayant déjà décidé de voter pour un autre parti, ou par des électeurs qui durant la période de campagne n'ont pas encore décidé pour quel parti voter. Les applications interactives d'Internet ne sont pas énormément utilisées : les gens vont surtout sur les sites des partis pour obtenir de l'information du sommet vers la base à propos des partis ou des candidats et non pas pour entrer en contact interactif avec ces partis. Le surplus participatif immédiat d'Internet est donc limité (le fait de réclamer de l'information n'équivalant point à la participation politique). Il se peut évidemment que les visiteurs discutent entre eux ou contactent les politiciens d'une autre façon, comme par

exemple par le biais de forums politiques 'neutres' ou les sites web personnels des politiciens.

Dans la partie d'étude qui suit les chercheurs ont traité plus à fond la question de savoir ce qui en est exactement de la force mobilisante de l'Internet. Le point focal fût à nouveau déplacé vers les jeunes en général peu importe qu'ils soient intéressés à la politique et participent activement à la vie politique ou non. Cette fois l'on s'est explicitement concentré sur la mobilisation moyennant Internet comparée à d'autres formes plus traditionnelles de mobilisation. Dans quelle mesure la mobilisation moyennant Internet rivalise la mobilisation face-à-face ? Les effets sur la connaissance, les attitudes et le comportement (la participation) sont-ils semblables ou non ? Cette question devient d'autant plus intéressante maintenant que le secteur du bénévolat est en train de se modifier en moins de rien. Les formes traditionnelles d'interaction personnelle (face-à-face) sont remplacées par la communication et mobilisation plus impersonnelle moyennant Internet (Polat 2005; Skocpol 2003). Bon nombre de personnes éprouvent cette transition comme donnant lieu à l'inquiétude. Ainsi, ils supposent que la mobilisation et la communication par Internet est moins vigoureuse ayant de plus un effet moins socialisant que les formes plus traditionnelles d'interaction (Putnam 2000).

Afin d'examiner cette relation causale entre la mobilisation et la participation il a été établie une expérimentation détaillée dans deux pays (la Belgique et le Canada) selon laquelle un group semblable d'étudiants se voyait exposé à différents moyens de mobilisation. La campagne expérimentale était menée par une organisation de protection de l'environnement (fictive) qui avait mobilisé les participants moyennant différents voies de mobilisation parmi lesquels deux types de sites web, un interactif et un non-interactif. Les voies de mobilisation alternatives consistaient en une présentation face-à-face par un conférencier (non-interactif) et un jeu de rôles interactif. Le contenu des différents instruments de communication est resté constant de sorte que seul le moyen de communication même variait. En effectuant deux tests les effets à moyen et à long terme ont également été repris dans l'expérimentation. Le premier test du mode de collecte a été effectué immédiatement (le même jour), le deuxième a eu lieu trois mois plus tard. La constatation la plus importante était le fait qu'Internet s'avérait plus performant que l'exposition face-à-face lorsqu'il s'agissait de transmettre certaines connaissances et attitudes, et moins performant lorsqu'il s'agissait de stimuler les gens à participer effectivement.

Ainsi, l'Internet semble une voie excellente pour la transmission d'information, mais pas apte à la mobilisation. Une fois de plus il semble que les effets de l'Internet sur la participation des individus sont plutôt indirects. Internet peut contribuer à générer les connaissances et attitudes utiles ou nécessaires afin de passer à l'action, mais est moins apte pour la mobilisation même. Ces résultats de l'examen s'alignent fortement sur la constatation antérieure selon laquelle Internet peut garantir le maintien ou la création des liens faibles, mais est moins apte à la création de liens solides. Afin de véritablement passer à l'action les liens faibles ne suffisent pas. En effet, la participation entraîne toujours certains coûts pour l'individu et il faut qu'il y ait des liens solides capables de compenser le coût de la participation. La transmission de l'information ou l'apprentissage de certaines attitudes est beaucoup moins coûteux pour l'individu et à cet égard Internet suffira. L'expérimentation n'a pas dresser la carte de la peine que les organisations doivent se donner afin de mobiliser face-à-face ou moyennant Internet. Il est évident que pour une organisation la mobilisation par les voies face-à-face est plus coûteuse comparée à Internet qui offre la possibilité de s'adresser à beaucoup de monde avec peu d'effort et de manière bon marché. Par conséquent, partant de la perspective de la participation il se pourrait que les organisations feraient mieux de mobiliser par Internet : quant bien même que cette voie en soi est moins performante, la dimension du groupe qui peut être atteint de manière économique performant fait en sorte que le résultat nette est une participation accrue.

2. Niveau organisationnel

Dans la partie précédente, le projet a développé la relation entre l'utilisation d'Internet et les

citoyens ainsi que les militants politiques d'une part, et la participation politique, d'autre part. Dans le propos qui suit le point focal se déplace du niveau individuel au niveau organisationnel. En effet, la question se pose de savoir si la présence de la TIC facilite ou non la coopération entre les organisations de mouvement. La relevance de cette question par rapport à la question principale de cette recherche, à savoir dans quelle mesure les TIC influencent la participation politique, réside dans le fait que la coopération entre les organisations de mouvement est fortement reliée aux possibilités que ces organisations ont pour mobiliser (ayant la participation politique d'individus comme conséquence). Afin de trouver une réponse à cette question il a été distingué entre la communication et la coopération entre les organisations de mouvements sociaux au niveau national et international.

Dans la première partie d'étude concernant le niveau organisationnel national la 'Schone Kleren Campagne' a été utilisée comme étude de cas. Cette campagne étant active depuis 1995, permet de comparer la période antérieure au *boom* d'Internet avec la période d'aujourd'hui, c'est-à-dire la période dans laquelle Internet peut être considéré comme s'étant intégré. Afin de formuler une réponse à la question de savoir dans quelle mesure la TIC a influencé la coopération entre les différents membres du plate-forme de 'Schone Kleren', 14 interviews semi-structurés ont été organisés. Le coordinateur, les différents membres du commission ainsi que les collaborateurs de certaines organisations participantes ont eu leur mot à dire. Un membre passif de la Schone Kleren Campagne (SKC), ainsi qu'un coordinateur européen du réseau ont également été interviewés.

Avant de procéder aux interviews oraux une liste de questions fermées a été envoyée aux membres du commission, et ce, dans le but de se forger une idée quant à l'utilisation d'Internet personnelle ainsi que dans le cadre des fonctions professionnelles de la SKC. Les résultats sont dans le droit fil des résultats de la partie d'étude se rapportant aux militants individuels. Internet permet surtout aux organisations de maintenir leurs relations avec d'autres organisations, et ce, de manière relativement bon marché et à faible intensité d'emploi.

Néanmoins, le cœur de la SKC se limite à un groupe relativement petit d'organisations qui se rencontrent lors de réunions face-à-face. C'est lors de ces réunions qu'on parvient aux véritables accords, que la confiance mutuelle se crée et qu'il devient possible de négocier réellement. Entre les différentes réunions la TIC veille à ce que les termes convenus se maintiennent plus ou moins. Ainsi, la TIC anime le réseau et fait en sorte qu'il existe une (faible) coopération organisationnelle en dehors des réunions en gardant le courant d'information continu. De plus, grâce à la TIC la campagne peut plus rapidement et facilement resurgir à partir de son propre noyau d'organisations de mouvements fortement engagés pour convaincre un mouvement plus vaste d'une certaine action ou événement. Les liens 'faibles' se voient donc renforcés et élargis grâce à la TIC, mais pour les liens forts l'on continue à faire appel aux contacts face-à-face. Ensuite, il est important de souligner que pour la SKC Internet n'a pas eu comme conséquence de rendre la communication plus horizontale ou plus décentralisée. Bon nombre de croyants scientifiques d'Internet ont soutenu que le nouveau moyen de communication allait mener vers une structure organisationnelle totalement différente, à savoir une structure plus égalitaire, moins centralisée et moins hiérarchisée, vu que tout le monde pouvait communiquer directement avec tout le monde sans être tenu de suivre les lignes traditionnelles y hiérarchisées. Ceci n'a pas été le cas dans la SKC.

Les organisations participantes communiquent pratiquement que avec le noyau central et non pas entre elles. Le noyau organisationnel central transmet ensuite à nouveau la communication auprès des organisations membres. Le potentiel réel des possibilités interactives d'Internet ne sont donc pas utilisées et la campagne maintient une forme de structure relativement traditionnelle et hiérarchique. Ceci est partiellement dû au fait que la SKC comprend des mouvements sociaux présumés anciens (les syndicats) et nouveaux (le tiers monde). Ces deux types de mouvement sociaux utilisent la TIC de manière distincte. Pour les nouveaux

mouvements la TIC constitue une partie essentielle de leur fonctionnement, mais les anciens mouvements se dirigent plutôt vers des moments de rencontres face-à-face privilégiant l'interaction directe. Tout bien considéré, il était frappant de constater que l'arrivée de la TIC a très peu influencé le fonctionnement de la SKC.

L'analyse du rôle de la TIC concernant le développement et fonctionnement de la SKC a démontré que l'impact de la TIC était tout bien considéré relativement limité : la coopération avant la tendance d'Internet ne différait pas fondamentalement de celle survenant après. Cependant, la question se posait de savoir si les résultats relativement 'faibles' du chapitre quatre n'étaient pas dû au fait qu'il concernait seulement des organisations nationales qui se connaissaient déjà et qui n'éprouvaient donc pas le besoin de profiter pleinement des possibilités de la TIC pour coopérer. En effet, l'on peut s'attendre à ce que Internet soit surtout avantageux lorsqu'il s'agit de communication qui défie les limites de temps et d'espace. Autrement dit, on s'attend à ce que la coopération entre les organisations internationales de mouvement profite bien plus d'Internet que la collaboration entre organisations nationales. Afin de vérifier cette hypothèse, les chercheurs ont comparé la coopération internationale d'une série de manifestations anti-guerre à travers le temps. A cet égard, les chercheurs ont examiné si la vague de mobilisation la plus récente, à savoir la protestation contre la guerre en Iraq en 2003, était fondée grâce aux bénéfices d'Internet sur une coopération internationale différente, meilleure et plus rapide comparée aux coopérations accompagnants les protestations anti-guerre ayant eu lieu avant l'existence d'Internet (protestations anti-missiles dans les années '80 et contre la première Guerre du Golf au début des années '90). Bien que les barrières à l'époque étaient nettement plus dur à affronter, les résultats concernant la coopération internationale s'alignent sur les résultats qui se rapportent à la coopération nationale : la TIC a amené un changement, mais la différence est minime. Il est incontestable que la TIC permet une mobilisation et collaboration internationale plus rapide. De ce fait on peut supposer que l'échelle de la coopération internationale entre les organisations de mouvement s'est accrue : plus d'organisations peuvent monter à bord. Cependant fondamentalement la coopération se déroule pas différemment que jadis.

Le noyau de la coopération repose encore toujours sur les réunions face-à-face. Les problèmes qui émergent sont les mêmes que ceux qui surgissaient pendant les années '80 et '90. Ainsi, il y a les différences idéologiques et culturelles entre les organisations des différents pays et des différents contextes politiques dans lesquels ils opèrent. Bien que la communication soit peut être plus facile, la coopération internationale ne s'est point renforcée ou approfondie, puisque le contexte national, par exemple le fait que le gouvernement local soutienne la guerre ou non, demeure le déterminant principal, la coopération internationale y étant clairement subordonnée. Les mouvements sociaux sont et continuent à être en premier lieu des mouvements nationaux. A première vue, Internet ne semble pas apte à changer cette donnée.

3. Niveau du système politique

Cette dernière partie d'étude se situe au niveau du système politique. A cet égard il a été examiné dans quelle mesure les autorités publiques emploient la TIC afin de promouvoir les possibilités de participation active de la part des citoyens en ce qui concerne les décisions politiques. En effet, si la participation politique signifie que les individus informent l'administration publique de leurs préférences, il semble évident que l'administration publique même tâche d'organiser cette communication ou à tout le moins tâche de la faciliter. Ainsi, les élections sont une bonne illustration d'une forme de participation politique organisée par l'administration publique. Dans cette étude la situation de la démocratie électronique belge fût comparée à l'état actuel des choses au Canada, étant un pays connu pour sa politique progressive en matière de gouvernement. Les données consistaient en des interviews avec les décideurs politiques responsables ainsi que du matériel subsidiaire. La conclusion de l'analyse est claire et nette : en ce moment l'administration belge (et flamande) fait peu d'effort pour

impliquer des gens dans la politique par la TIC. Il n'est donc pas vraiment question d'une prétendue démocratie électronique.

La recherche a révélé que la plupart des efforts émanant de la part de l'administration publique concernant la TIC visent l'amélioration de la prestation de services et la réduction des coûts de sorte que le potentiel démocratique du réseau se voit fortement marginalisé en grande partie. Il s'avère qu'au Canada la participation politique organisée par l'administration publique moyennant Internet en est également à ses premiers balbutiements. Il ne s'agit donc point d'un phénomène typiquement belge. Les raisons pour l'absence de réelles initiatives concernant la e-démocratie sont bien plus de nature idéologique que de nature pratique. Premièrement, il y'a la résistance contre les formes de participation politique moyennant Internet vu que cela implique l'inégalité tant que la fracture numérique existe. En effet, la première partie d'étude a démontré que la défavorisation des groupes vulnérables sur Internet n'a pas encore complètement disparu. Les hommes, hautement qualifiés et les jeunes sont encore toujours surreprésentés parmi la population 'en ligne'. Deuxièmement, de nombreux politiciens ne sont point convaincus de la compatibilité de la participation par Internet aux exigences de la démocratie représentative. Ceci est lié au fait que la participation politique sous forme de démocratie 'en ligne' implique en effet un impact direct de la part de la population sur la politique. Bon nombre de mandataires et élus semblent se scandaliser à ce genre d'implication car leur rôle de représentant pourrait se voir évidé graduellement. Etant donné ces objections de principes, la véritable e-démocratie risque de se faire attendre. Une possibilité intermédiaire qui pourrait éventuellement être poursuivie serait de plus souvent recourir au mécanisme de consultation 'en ligne' ('e-consultation'). En effet ce mécanisme n'est pas en contradiction avec l'idée de représentation, mais bien au contraire permet de mieux informer les élus.

Conclusion générale

La percée de la TIC et plus particulièrement de l'Internet doit elle être considérée comme étant positive ou négative pour l'intensité et la nature de la participation politique ? Comme les chercheurs ont pu affirmer, la réponse qui apparaît à travers les différentes sous-enquêtes de ce projet de recherche, est nuancée. Dans certains domaines les TIC contribuent sûrement à la participation politique, alors que dans d'autres domaines il n'y a pas ou presque pas d'effet. Dans encore d'autres domaines les effets paraissent même plutôt négatifs. Il y a des indications que les seuils à la participation deviennent plus accessibles de sorte que le caractère massif de la participation ainsi que la diversité des thèmes qui préoccupent les gens puissent prendre ampleur. Cependant la TIC n' a pas fondamentalement changé la logique et les mécanismes de participation. Le fait que l'accroissement de la participation est apparemment dû à la TIC ne peut fermer les yeux sur l'accroissement de l'inégalité dans la participation ainsi que la ségrégation. Surtout à long terme il pourrait s'avérer que la qualité de la participation politique ait plutôt diminuée qu'augmentée à cause de la TIC. Peut-être l'offre accrue de la TIC facilite-t-elle la possibilité pour l'individu de se faire entendre, toujours est-il que dans la pratique l'effectivité et le succès politique de la participation dépendent surtout de la survenance d'organisations sociales fortes.

Références

- Barber, Benjamin R. 1994. *Strong Democracy. Participator Politics for a New Age*. Berkeley, University of California Press.
- Bennett, W. Lance & Robert Entman. 2001. *Mediated Politics: Communication in the Future of Democracy*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Coleman, Stephen. 1999. 'Can the New Media Invigorate Democracy'. *Political Quarterly*. 70 (1): pp.16-22.

- Diani, Mario & Doug McAdam (eds). 2003. *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Oxford: Oxford University Press.
- Hooghe, Marc. 2003. *Sociaal Kapitaal in Vlaanderen. Verenigingen en Democratische Politieke Cultuur*. Amsterdam, Amsterdam University Press.
- Margolis, Michael & David Resnick. 2000. *Politics as Usual: The Cyberspace "Revolution"*. Thousand Oaks, CA, SAGE Publications.
- Mossberger, Karen, Caroline J. Tolbert & Mary Stansbury. 2003. *Virtual Inequality. Beyond the Digital Divide*. Berkeley, Georgetown University Press.
- Norris, Pippa. 2001. *Digital Divide. Civic Engagement, Information Poverty, and the Internet Worldwide*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Norris, Pippa, Stefaan Walgrave & Peter Van Aelst. 2005. 'Who Demonstrates? Antistate Rebels, Conventional Participants, or Everyone?'. *Comparative Politics*. 37 (2): pp.189-205.
- Polat, Rabia Karakaya. 2005. 'The Internet and political participation: Exploring the explanatory links'. *European Journal of Communication*. 20 (4): pp.435-459.
- Putnam, Robert. 1993. *Making Democracy Work. Civic traditions in modern Italy*. Princeton, Princeton University Press.
- _____. 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New York, Simon & Schuster.
- Rheingold, Howard. 1993. *The Virtual Community: Homesteading on the Electronic Frontier*. Reading, MA, Addison-Wesley.
- Rosenstone, Steven J. & John Mark Hansen. 1993. *Mobilization, Participation, and Democracy in America*. New York, Longman.
- Skocpol, Theda 2003. *Diminished Democracy: from Membership to Management in American Civil Life*. Norman, University of Oklahoma Press.
- Tarrow, Sidney. 1998. *Power in movement: social movements and contentious politics*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Van Aelst, Peter & Stefaan Walgrave. 2004. 'New Media, New Movements? The Role of the Internet in Shaping the 'Anti-globalization' Movement' in Wim van de Donk, Brian D Loader, Paul G Nixon & Dieter Rucht (eds.), *Cyberprotest. New media, citizens and social movements*. London: Routledge, pp.97-122.
- van de Donk, Wim, Brian D. Loader, Paul G. Nixon & Dieter Rucht (eds). 2004. *Cyberprotest. New media, citizens and social movements*. London: Routledge.
- Verba, Sidney, Kay Lehman Schlozman & Henry Brady. 1995. *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge, MA, Harvard University Press.
- Walgrave, Stefaan & Jan Manssens. 2000. 'The Making of the White March: the Mass Media as a Mobilizing Alternative to Movement Organisations'. *Mobilization: An International Journal*. 5 (2): pp.217-239.
- Ward, S., R. Gibson & W. Lusoli. 2003. 'Online participation and Mobilisation in Britain. Hype, Hope and Reality'. *Parliamentary Affairs*. 56: pp.652-668.

*

* *